

Les pirates en politique : L'ascension d'un parti islandais

Lionel CORDIER

Issus de la « révolution des casseroles » islandaise, le Parti Pirate est aujourd'hui bien implanté dans la vie politique locale de l'île. Les pirates sont-ils une exception, ou leur succès témoigne-t-il d'une mutation plus générale des partis et de l'engagement politique ?

Dans sa dernière enquête d'opinion du 29 août 2016, l'institut Gallup place les Pirates¹ à 22,4% des intentions de votes, à deux points du Parti de l'Indépendance, principal parti de droite, d'ordinaire en tête des sondages. Le fait n'a rien d'anecdotique puisque le Parti Pirate conserve cette place en peloton de tête depuis plus d'un an, tandis que tous les autres partis de l'échiquier politique islandais connaissent une forte baisse d'opinions favorables, y compris le Parti du Progrès qui dirige actuellement la coalition de droite au pouvoir. Après le scandale des Panama Papers, qui a largement profité aux Pirates, la date des prochaines élections parlementaires a été avancée à octobre 2016, alors qu'en parallèle le nombre d'adhésions au parti a explosé, et qu'il jouit désormais d'une visibilité médiatique et d'une audience inégalées. Alors que les partis pirates suédois et allemands semblent avoir connu un certain reflux depuis 2013², les Pirates islandais ont donc le vent en poupe et peuvent compter également sur la présence de trois députés à l'Alþingi, le Parlement national, et d'un conseiller municipal à Reykjavík.

Après la crise économique et la démission du gouvernement de Geir Haarde en janvier 2009, l'Islande avait été le terrain de germination de nombreux groupes et mouvements politiques, de cercles de discussions et d'incessantes manifestations devant l'Alþingi. Le retour de la droite au pouvoir en 2013, cette fois menée par Sigmundur Davíð et le Parti du Progrès, et la reprise de la croissance économique grâce en partie à l'action hétérodoxe du gouvernement social-démocrate de Jóhanna Sigurðardóttir, avaient pu faire croire à un retour à la normale. Pourtant les manifestations de mécontentement ne se sont pas arrêtées, les scandales politiques se sont enchaînés, la confiance dans le Parlement continue d'atteindre des niveaux extrêmement bas, et l'échiquier partisan islandais connaît de nouvelles mutations.

¹ En islandais « Píratar », que l'on traduira ici indistinctement par « Les Pirates » ou le « Parti Pirate »

² Le Parti pirate suédois a perdu son député européen en 2014, et malgré des sièges dans plusieurs Länder, les Pirates allemands n'ont pas obtenu de représentation au Bundestag en 2013.



Évolution des intentions de vote depuis 2009. Les deux principaux partis de droite sont Framsóknarflokkurinn et Sjálfstæðisflokkurinn (Parti du Progrès et Parti de l'Indépendance), les deux principaux partis de gauche sont Samfylkingin et Vinstri-grænir (sociaux-démocrates et écologistes) et l'on compte également Píratar, pour les Pirates, et Björt Framtíð, Avenir Radieux, également apparu après la crise économique. Source : Institut MMR, mmr.is/fylgi-flokka-og-rikisstjornar, consulté le 9.10.2016

Ne s'agit-il que d'un état passager, d'un nouveau soubresaut de la crise qui avait touché le pays ? Peut-on tirer des enseignements plus profonds sur l'existence du parti pirate islandais ? L'Islande est souvent présentée comme un laboratoire : laboratoire économique, d'une « économie geysir »³ qui avait montré les limites de la libéralisation financière ; laboratoire politique, où l'on s'est intéressé aux tentatives de réécriture de la constitution, à son usage atypique de nouvelles formes de démocratie directe et participative. On compare parfois l'Islande à une petite frégate aux mouvements rapides, à laquelle il serait plus facile de changer de direction qu'à de grands paquebots de plusieurs millions d'habitants comme la France ou l'Allemagne. Il semble que l'Islande peut être un indicateur précieux de motifs et de transformations plus difficiles à percevoir, plus longues à repérer dans d'autres pays. Pour comprendre ce que les Pirates islandais pourraient nous apprendre sur les mutations de nos façons de faire de la politique, il sera nécessaire d'abord d'explicitier le contexte de leur apparition, puis d'esquisser les spécificités de ce parti, notamment vis-à-vis de son usage des nouvelles technologies. Puis nous nous intéresserons davantage au profil de ses élus et de ses électeurs, pour ensuite observer quelles déductions et quelles comparaisons peuvent être pertinentes à l'échelle européenne et internationale.

Une naissance singulière

Contrairement à ses frères allemands ou français fondés en 2006 directement dans la lignée suédoise, le Parti Pirate islandais met un certain temps avant d'apparaître sur la scène politique nationale. Tout comme Avenir Radieux (*Björt Framtíð*), parti ironique issu du « Meilleur Parti » (*Besti Flokkurinn*) fondé par Jón Gnarr qui deviendra maire de la capitale, on peut présenter le Parti Pirate comme l'un des enfants de la « Révolution des casseroles » islandaise de fin 2008. Le premier parti issu directement des manifestations de 2008 est le « Mouvement des citoyens », *Borgarahreyfingin*, qui réussit à gagner quatre sièges à l'Alþingi lors des élections anticipées d'avril 2009. Le mouvement connaît toutefois rapidement des défections, des dissensions internes sur son organisation et des conflits de personnes. Il se divise à plusieurs reprises, et Birgitta Jónsdóttir, ancienne élue du mouvement, fonde alors de son côté le Parti Pirate, avec l'aide entre autres de Smári McCarthy, activiste et entrepreneur informatique. Ces deux personnalités, connues en Islande,

³ Voir notamment Daniel Chartier, *La spectaculaire déroute de l'Islande, l'image de l'Islande à l'étranger durant la crise économique de 2008*, Presses de l'Université du Québec, 2010, 248 p.

s'investissent également dans les activités de Wikileaks. Birgitta Jónsdóttir en est l'une des porte-paroles ; avec d'autres membres de son parti, elle militera en vain pour que soient accordés l'asile et la citoyenneté islandaise à Edward Snowden suite à ses révélations. Le parti obtiendra trois députés au Parlement national lors des élections de 2013.

Ce que nous souhaitons souligner ici, c'est que la fondation du Parti Pirate en Islande ne s'opère pas seulement en réponse à des débats propres aux nouvelles technologies, à la transparence et la neutralité du web. Celles-ci pèsent, assurément, notamment parce que le Parti Pirate apparaît après les révélations de Wikileaks, et qu'il a toujours fortement soutenu Julian Assange, Chelsea Manning et Edward Snowden. Mais ces revendications se mêlent à un contexte local très particulier, où l'on assiste à une effervescence de débats locaux et de critiques très sévères du système bancaire, de la classe politique islandaise, et des quatre principaux partis qui monopolisent le pouvoir. De façon péjorative, ces derniers sont surnommés le « *Fjórflokkakerfið* », ce qui signifie littéralement « le système des quatre partis » et qui suggère que même si l'un d'entre eux disparaissait, il serait rapidement remplacé, en vertu de l'entente tacite de tous les politiques islandais, quelle que soit leur orientation partisane. Autrement dit, dès le départ le Parti Pirate islandais ne prétend pas seulement répondre à des problématiques spécifiques au web ou au droit d'auteur, comme cela avait été le cas pour le Parti pirate français, fondé durant les débats sur la loi Hadopi. Les enjeux liés à la pauvreté et à la protection sociale sont fréquemment évoqués au Parlement par les élus pirates, et la rénovation de la constitution islandaise, qui connaît une pause depuis 2013, reste l'un des principaux points programmatiques du parti.

Les structures partisanes islandaises restent historiquement moins structurées et closes que dans les pays européens, la participation aux primaires peut compter jusqu'à un tiers d'électeurs qui ne voteront pas par la suite pour le même parti, et la multiplication des petits partis est un fait notable depuis une trentaine d'années. Les élections parlementaires de 2013 comptaient ainsi un nombre record de 15 partis se présentant au suffrage, dont 9 sont nés entre 2009 et 2013. La présentation de listes est chose particulièrement aisée dans le pays puisque qu'elle ne nécessite que la recommandation officielle d'une centaine d'électeurs inscrits. Leur maintien sur une longue durée reste par contre une exception. Jusque-là, la seule liste ayant perduré pendant au moins deux législatures à l'échelle nationale restait la *Kvennalistin*, la « Liste des femmes », apparue dans les années 1980 et qui avait charrié avec elle tout un ensemble de revendications féministes avant de fusionner avec l'Alliance sociale-démocrate. Il est intéressant de voir que la Liste des femmes et son maintien correspond à l'émergence d'idées qui ont durablement touché la société islandaise (fréquemment citée en exemple pour ses politiques d'égalité homme/femme) et qui font désormais autorité.



Birgitta Jónsdóttir, députée pirate

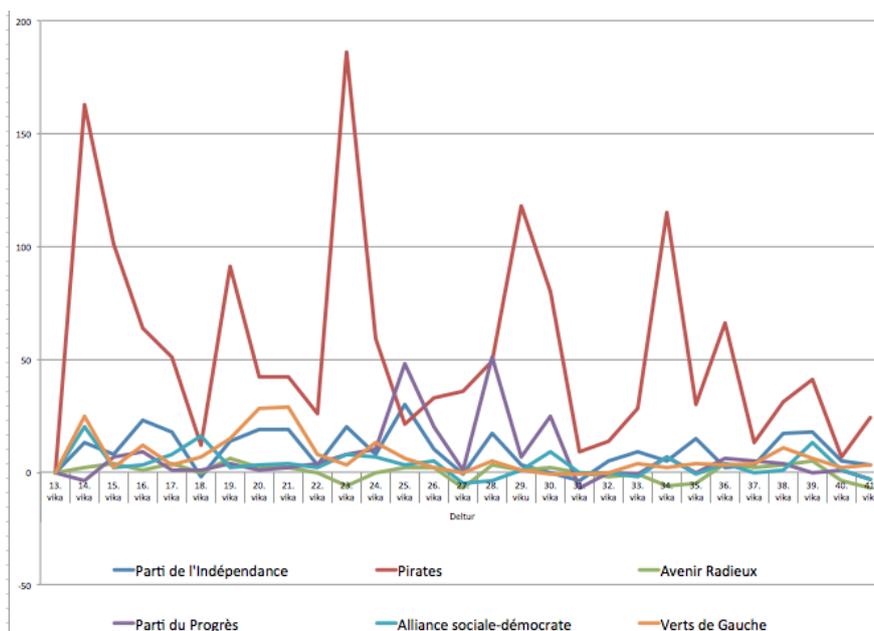
Un « Parti-Facebook » ?

L'expression de « parti-Facebook » est employée pour la première fois par un responsable de Björt Framtið (Avenir radieux), Guðmundur Steingrímsson, qui cherchait à expliciter les modalités de fonctionnement de son parti. Il nous semble que cette qualification sied également très bien, pour décrire le rôle du média social dans le fonctionnement du Parti Pirate. Il est à noter que l'Islande fait partie des pays où l'accès à internet est l'un des plus développés. Cela s'observe non seulement en termes de couverture de réseau, de connexions, mais également dans l'usage des réseaux sociaux. Ainsi l'Islande connaît la plus forte proportion d'utilisateurs d'internet par rapport à sa population dans le monde, et plus de 70% de ses habitants avaient un compte Facebook en 2015 quand ce pourcentage se situe autour de 50% pour des pays comme la France ou le Royaume-Uni⁴. A vrai dire, il n'est pas difficile, y compris pour des travaux d'enquête, de pouvoir par exemple contacter directement n'importe quelle personnalité politique islandaise par Facebook.

Nous n'avons toutefois pas encore relevé d'usages particulièrement « démocratiques » ou novateurs au sein du Parti Pirate, même si l'on y entend par exemple de nombreux discours promouvant la « démocratie liquide », ou le « *proxy voting* ». Décrite notamment par Smári McCarthy, la « démocratie liquide » constitue une sorte de forme élaborée de démocratie délégative et du mandat impératif conjugée à l'usage des nouvelles technologies. Elle consiste principalement en la possibilité de déléguer son vote, de façon permanente ou non, à des personnes que l'on estime plus compétentes et en fonction d'enjeux délimités. Par exemple, si je juge qu'un collègue est plus compétent pour prendre des décisions sur les questions environnementales, et que j'estime ne pas avoir suffisamment de temps pour m'y intéresser, je peux lui déléguer mon vote pour toutes les questions qui porteront sur ce thème au sein de la collectivité. Si le Parti Pirate allemand revendique un fonctionnement par démocratie liquide et met en ligne des logiciels en open-source de vote délégatif, le Parti pirate islandais a pour l'instant renoncé à son usage, estimant que cela nuisait à sa volonté d'horizontalisation des prises de décisions. En général, il semble que ce soit davantage l'outil internet dans son ensemble qui ait permis l'émergence de cette même horizontalité. Les pages de discussions sur Facebook sont nombreuses, particulièrement actives, et même si la page contenant le plus de *likes* concerne toujours le Parti de l'Indépendance (avec plus de 10 000 *likes* au mois d'août 2016), c'est le Parti Pirate qui se positionne désormais en deuxième.

Autre découverte intéressante faite par l'un de nos enquêtés, la page du Parti Pirate connaît le taux de croissance le plus élevé sur l'année passée. Surtout, comparé à celui des autres partis islandais, anciens ou nouveaux, ce taux de croissance est très réactif et semble particulièrement élevé lorsque le parti connaît une forte couverture médiatique, soit par l'apparition régulière de sondages très favorables, soit par l'action de ses députés. Par exemple, en juin 2015, le Parti Pirate fait voter à la quasi unanimité par le Parlement la suppression du délit de blasphème, disposition vieille de 75 ans et qui n'avait même plus le soutien de l'Église nationale islandaise. La page connaît alors un pic d'adhésion, ce qui est finalement peu surprenant pour une mesure qui correspond tout à fait au discours pirate : suppression d'une disposition obsolète, extension de la liberté d'expression, et vote qui dépasse les clivages partisans. Elle s'inscrit également dans une dimension internationale : les députés Pirates vont à la tribune de l'Althingi déclarer qu'ils « sont Charlie », la loi ayant été pensée après les attentats de janvier 2015 en France. Il s'agissait donc d'une mesure populaire et facile à adopter, qui a contribué à augmenter la visibilité du parti, ce qui s'observe directement sur les réseaux sociaux et la page Facebook du Parti pirate. Il faudra bien sûr prendre garde à ne pas confondre « visibilité » et « popularité ». Un *like* apposé sur la page d'un parti ne témoigne pas forcément d'une adhésion aux valeurs de celui-ci, mais permet avant tout aux utilisateurs du média social de se tenir au courant de l'actualité du parti.

⁴ Chiffres du World Economic Forum et de la compagnie SocialBakers ; voir weforum.org, socialbakers.org/statistics consultés le 1^{er} décembre 2015.



Nombre de nouveaux « like » par semaine pour la page Facebook des partis politiques islandais depuis le 23 mars 2015. Données gracieusement transmises par Þórnýr Thoroddsen, membre pirate du conseil municipal de Reykjavík.

De nombreuses pages de discussion annexes sont également présentes sur le réseau social. À côté des pages de discussion des sections locales, on trouve également la page Facebook « *Pírataþjallið* » (littéralement « la discussion des pirates »), particulièrement intéressante. Celle-ci rassemble le plus grand nombre d'adhérents, avec plus de 5600 membres qui sont à la fois des détracteurs, des membres et des sympathisants au parti. Son rythme de publication et d'échanges est très soutenu avec plusieurs débats lancés par jour, du plus sérieux, sur la question de la séparation de l'Église et de l'État ou sur les questions féministes, aux plus *nerd*, avec des vidéos de chatons ou des conférences sur la nature de l'univers. N'importe quel usager de Facebook peut venir y poser ses questions, qui commencent souvent par « *Hvar finnst Pírötum um...* » : « Que pensent les Pirates de... » la télévision, la dernière intervention du Premier ministre, des extraterrestres, etc. Il est courant de voir des membres pirates y répondre, y compris des députés ou des responsables du parti. Ce qui semble ainsi faire la force des usages du web par les Pirates, c'est cette sorte « d'ordre dans le désordre » : l'usage de l'humour, de l'ironie, de références *geek* décalées, qui permettent d'alléger et désacraliser la pesanteur du politique. Elle montre finalement que toutes les paroles sont politiques : si une intervention suscite davantage de réactions ou de « likes », ce sera par le plaisir ou l'intérêt qu'elle suscite, pas pour sa prétention à correspondre aux thèmes dont on habille traditionnellement la discussion politique.

Les réseaux sociaux semblent donc être un canal privilégié de communication pour le Parti Pirate, mais ils ne sont pas l'unique outil du web qu'il mobilise. On compte également de nombreux forums de discussions, très actifs, ainsi qu'un site de prise de décision en ligne, où les principaux éléments programmatiques du parti sont désormais discutés et votés⁵. Cet usage très prolifique du net est *a priori* tout à fait cohérent avec l'image que le parti prétend se donner. Comment fonctionnent ces plates-formes en ligne ? Prenons l'exemple du site x.piratar.is, qui sert à l'adoption des éléments programmatiques du parti depuis environ deux ans. Organisé en fonction des sections locales et nationales, il comprend des propositions en discussion (*Málaflokkar*) et des propositions adoptées (*Samþykktir*), les premières étant discutées aussi longtemps qu'il le faut jusqu'à obtenir la majorité des votes, et modifiées si nécessaire, sur le modèle du wiki. Il est intéressant de noter que le processus s'opère en continu, qu'il reste d'un fonctionnement extrêmement simple et permet à tout un chacun

⁵ Voir le site x.piratar.is/polity/ (en islandais), consulté le 1^{er} décembre 2015.

de participer. Les décisions prises sont très diverses, concernant autant des positions prises pour des rassemblements pirates internationaux, que l'éducation à la participation démocratique dans les écoles, ou des demandes pour la transparence des politiques gouvernementales, etc.

L'esthétique du hacking

Nous l'avons dit, dès sa fondation le Parti pirate prétend répondre à des attentes qui ne se cantonnent pas à la sphère internet. Pourtant l'ambivalence demeure, notamment dans la communication du parti et ses représentations médiatiques. La une du journal *Grapevine* pour le mois de novembre est assez éloquente et résume très bien à notre sens l'usage qu'il est fait de l'image du Pirate. *Grapevine* fait partie des principaux titres anglophones de l'île, et joue souvent sur une image progressiste et impertinente, critique du gouvernement. Alors qu'il est principalement financé par la publicité, *Grapevine* reste beaucoup moins accusé de partialité par l'opposition que de grands quotidiens comme *Morgunblaðið*, dont le rédacteur en chef est un ancien Premier ministre.

La une qu'utilise *Grapevine* pour parler du Parti Pirate et de sa popularité témoigne de la sympathie du journal pour ces députés. L'esthétique est très « *dark web* », les écritures sont renversées, nous nous retrouvons de l'autre côté de l'écran, tandis que les suggestions de la barre Google prêtent davantage à sourire et dédramatisent l'attitude grave des trois députés pirates. Les Pirates ne font pas mystère de leur méconnaissance du monde politique et l'utilisent au contraire pour signaler qu'ils ne sont pas liés au cénacle politique traditionnel. La mise en valeur d'Ásta Helgadóttir, la jeune femme au centre, joue également en ce sens. Âgée de 25 ans, sans expérience politique, elle vient tout juste d'accéder au siège de députée deux mois avant, après la démission prévue de son prédécesseur Jón Þór Ólafsson.

Si ses membres répèteront à l'envie lors de leurs réunions publiques qu'il n'y a pas besoin d'une connaissance fine des nouveaux médias pour rejoindre les Pirates, les liens avec l'outil informatique, la programmation et les nouvelles technologies de l'information restent importants. Un de ses trois députés, Helgi Hrafn Gunnarsson, est un programmeur, comme Smári McCarthy, un des fondateurs du parti. Mais l'apprentissage et la maîtrise de l'outil informatique viennent aussi accompagner l'entrée de nouveaux pirates. Lorsqu'Arnaldur Sigurðarson, membre des Jeunes Pirates d'Europe pour l'Islande, évoque son arrivée dans le parti, c'est également l'occasion pour lui d'assister à des cours d'informatique auxquels il est convié, puisque le Parti Pirate organise des ateliers publics pour apprendre à maîtriser ses propres traces laissées sur le web et sensibiliser aux questions de l'*open data*. S'il n'est pas familier avec les codes du hacking, le nouvel entrant y sera donc rapidement initié. Il nous semble que ce point est important car il contribue à former une culture commune, une proximité et une sensibilité partagée entre ses membres, non seulement par l'usage de références à ce qui est couramment désigné comme la « culture *geek* », mais aussi parce que la question de la transparence, de l'information apparaissent comme des enjeux politiques clés, des éléments à partir desquels vont se penser toutes les autres questions politiques. L'usage d'internet et des nouvelles technologies doit ainsi permettre de contourner des systèmes politiques complexes, obsolètes et corrompus, les politiques environnementales peuvent être améliorées par la mise en commun et la multiplication des données collectées sur l'énergie, les pollutions, etc.

A contrario, au cours de nos entretiens, l'autre parti issu de la révolution des casseroles, Björn Framtið (Avenir Radieux), sera souvent dépeint par des Pirates comme manquant d'une colonne vertébrale et trop opportuniste. Comme le Parti Pirate, Björn Framtið a été marqué par des figures charismatiques telles que Jón Gnarr, humoriste punk devenu maire de Reykjavík, mais l'identité du parti semble reposer davantage sur l'usage de l'ironie et la critique des jeux politiques. Si les deux partis refusent de se positionner sur l'intervalle gauche-droite, la différence se constate par exemple à l'échelle européenne ou internationale : alors que les Pirates islandais nourrissent des contacts et une culture commune avec des partis frères, de tels équivalents n'existent pas pour Björn Framtið,

qui a rejoint l'Alliance des Libéraux et des Démocrates pour l'Europe (ALDE). Si le Parti Pirate islandais peut prétendre se rattacher en plus à une certaine culture libertaire et *geek* largement tournée sur l'international, le discours de Björn Frantið repose principalement sur l'idée qu'il existe des solutions simples et rationnelles qu'il appartiendrait à tout groupe de trouver, si seulement les ambitions personnelles étaient mises de côté (même si ce discours sur la vertu est aussi audible chez les Pirates).

Des électeurs et des élus jeunes, mais encore ?

On s'en doutait, les membres et les électeurs du Parti Pirate sont des personnes jeunes. Pour les années 2013 et 2014, selon les chiffres transmis par le parti, les nouvelles adhésions concernent pour un tiers des personnes de moins de trente ans, un autre tiers se concentrant sur la tranche des 30-40 ans. Ces chiffres se retrouvent également chez ses électeurs et ses sympathisants. Alors que le Parti Pirate était déjà à plus de 32% d'opinions favorables, l'institut MMR a réalisé en mai 2015 une typologie plus précise de ses sympathisants. Si la grande majorité des sympathisants pirates avait déjà voté pour ce parti aux précédentes élections parlementaires, le parti attire également près de la moitié des anciens électeurs de Björn Frantið, et, fait plus intéressant, il a aussi la sympathie d'un tiers des électeurs du Parti du Progrès en 2013, autrement dit des déçus du gouvernement actuel.

Le Parti du Progrès s'était fait élire en 2013, notamment sur des promesses de remboursement de dettes pour les ménages endettés par la crise. Il s'agit d'un des deux principaux partis de droite, de tendance plus libérale que le Parti de l'Indépendance, mais dont plusieurs membres ont tenté à diverses reprises de jouer sur la peur des réfugiés et des musulmans. Toutefois, et c'est là un fait particulièrement notable, l'Islande ne connaît pas de grand parti d'extrême droite, contrairement à ses voisins norvégiens ou suédois. Des partis apparus ces dernières années tels que *Íhaldsflokkurinn* (Parti Conservateur) ou *Iceland First*, d'inspiration clairement xénophobe et anti-islam n'ont jamais réussi à se maintenir sur l'île et ont disparu très rapidement. On peut faire l'hypothèse qu'en l'absence d'un parti d'extrême droite important qui prétendrait critiquer « le système des quatre partis », c'est le Parti Pirate qui vient capter l'intérêt d'une partie des électeurs qui, en France, pourraient être qualifiés « d'anti-système ». Ceci est notamment confirmé par le fait que les nouveaux adhérents du Parti Pirate, en très forte augmentation depuis 2015 sont décrits par les responsables du parti comme plus âgés et moins au fait des enjeux politiques du web.

Les Pirates sont-ils de gauche ?

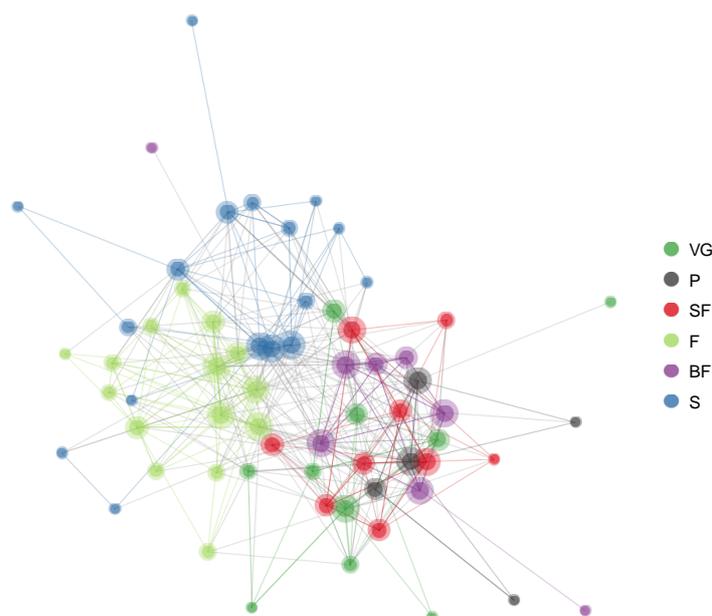
Le refus de se positionner sur des échelons politiques classiques semble caractériser les partis issus des mobilisations provoquées par la crise globale de 2008. Björn Frantið et les Pirates pour l'Islande font ainsi penser au mouvement espagnol Podemos, qui entend substituer une rhétorique du bas contre le haut à celle de la gauche contre la droite. Cette critique de « l'élite » et des professionnels de la politique est également présente dans le Parti Pirate, qui met en valeur son statut de « novice de la politique ».

Il semble que ce refus de se situer politiquement indique avant tout une absence de position sur le rôle de l'État dans la sphère économique. Autrement dit, il n'existe pas de critique radicale de l'économie de marché, comme cela peut se constater dans la core policy, le noyau idéologique du parti, ensemble de six points principaux fondant son programme politique. Ceux-ci concernent davantage les questions de l'information, la transparence, la vie privée, la promotion de la démocratie directe et la décentralisation. Nombre des idées défendues par le Parti Pirate promeuvent la protection de la vie privée et la liberté d'expression, et il faut citer à ce titre notamment l'IMMI, ou Initiative islandaise pour la modernisation des médias, votée sous l'impulsion de Birgitta Jónsdóttir. Adoptée à l'unanimité par le Parlement en 2010, cette initiative parlementaire s'inscrit à la fois dans les critiques des collusions des politiques et des banques, des procédés obscurs qui avaient précipité le pays dans la crise, et dans le contexte international de médiatisation croissante de Wikileaks. Elle vise à établir un corpus de lois favorables au journalisme d'investigation et aux lanceurs d'alerte, et a déjà

contribué à améliorer la protection légale des sources journalistiques, fait émerger de premiers projets de loi sur la protection et le droit d'asile pour les lanceurs d'alerte, ou bloqué certaines dispositions du droit européen jugées menaçantes pour la protection des données privées.

Parmi les autres propositions du Parti Pirate, il faut aussi citer la promotion d'un revenu minimum universel pour remplacer le système de protection sociale, ainsi que la séparation de l'Église et de l'État⁶. Et l'on doit évoquer, bien entendu, le soutien du Parti Pirate à l'adoption de la nouvelle constitution, rédigée par des moyens peu conventionnels après la crise économique (tirage au sort, constituante issue de la société civile) : celle-ci contient des dispositions extrêmement innovantes sur le plan du droit, telles que la propriété nationale des ressources naturelles qui n'ont pas encore été exploitées, ou la tenue d'un référendum d'initiative populaire si 10% au moins du corps électoral en formule la demande.

Si les Pirates ne cherchent pas à se positionner dans l'espace politique, au moins est-il possible d'observer avec qui ils travaillent et proposent des lois. Les analyses de réseaux peuvent permettre de répondre en partie à ces questionnements, par exemple au travers du travail extrêmement intéressant de François Briatte réalisé sur plusieurs parlements européens. L'analyse des co-signatures pour 141 propositions de lois portées depuis 2013 pour le Parlement islandais donne ainsi le réseau suivant, où chaque député est représenté par un point de couleur, et où le réseau est formé à partir de la proximité de chaque député selon le nombre de lois cosignées avec chacun de ses collègues.



Réseau des co-signatures législatives au Parlement islandais, réalisé par François Briatte. Les points noirs représentent les élus pirates (P), les points vert sombre les écologistes (VG), rouge les sociaux-démocrates (SF), violet pour Björn Framtíð (BF), vert clair pour le Parti du Progrès (F) et bleu pour le Parti de l'Indépendance (S).

Il est donc intéressant ici de voir que les trois députés pirates actuels collaborent largement avec Björt Framtíð, les sociaux-démocrates, et les écologistes. Si l'on consulte le site du Parlement les dernières

⁶ Comme encore de nombreux pays nordiques, l'Islande possède une religion d'État. L'Église d'Islande, d'inspiration luthérienne, continue à recevoir des subsides de l'État, alors que le pays connaît l'une des populations les plus athées au monde, ce qui provoque des débats réguliers. Voir wingia.com, consulté le 20 octobre 2016.

sessions parlementaires, on trouve des propositions de loi et des amendements cosignés par ces trois groupes sur des sujets aussi divers que l'éducation, l'environnement, la fixation des prix agricoles ou du salaire minimum. On peut donc sans grand risque supposer aussi davantage d'accointances idéologiques des Pirates avec ces partis. S'il y a divergences, elles paraissent reposer davantage dans les perspectives plus individualistes et libertaires que promeuvent les Pirates, et dans leur opposition à une certaine idée sociale-démocrate⁷ du rôle de l'État et de la collectivité. Il s'agit là encore d'hypothèses qui devront être vérifiées et affinées, mais le nouveau parti semble bien être la scène du renouvellement d'un discours individualiste de gauche, d'une tentative de conciliation entre les exigences de justice sociale, de démocratisation radicale des institutions et d'extension des libertés individuelles.

Nous l'avons vu, le Parti Pirate islandais représente une expérience politique originale ayant trouvé un terrain favorable dans l'environnement politique islandais. Il est encore difficile de déterminer si sa présence traduit un changement profond de l'électorat et des sensibilités politiques islandaises, mais son maintien et sa popularité sont des indicateurs qui ne doivent pas passer inaperçus. Son influence sur d'autres partis s'observe déjà, avec des renouvellements des bureaux politiques concurrents, plus jeunes et plus féminisés, la reprise de certaines propositions du parti (par exemple en ce qui concerne l'usage et la promotion de l'*open data*). La popularité du parti a aussi permis de remettre sur le devant de la scène l'adoption de la nouvelle constitution élaborée en 2012 ; la commission parlementaire en charge du sujet commence enfin à envisager de possibles rénovations de la loi constitutionnelle, ce qui pourrait prochainement donner lieu à un référendum.

Aller plus loin

- Jonathan BOCQUET, "La culture pirate à l'épreuve de la culture partisane", in *Tracés. Revue de Sciences humaines* (en ligne) 26
- Patrick BURKART, *Pirate politics: the new information policy contests*, Cambridge, Mass., Etats-Unis d'Amérique, 2014.
- Ólafur HÁRDASSON, "Republic of Iceland" in SCHLAGER & WEISBLATT (eds.), *World Encyclopedia of Political Systems and Parties*, 2006
- Guðmundur HÁLFDANARSON, *The A to Z of Iceland*, 2nd Edition, Scarecrow Press 2010
- Gunnar HELGI KRISTINSSON, "Parties, States and Patronage" in *West European Politics*, 19:3 (July 1996), 433-457

⁷ À noter toutefois que, contrairement à ses voisins scandinaves, l'Islande a toujours eu un parti social-démocrate faible (à l'exception de la parenthèse de 2009-2013), ce qui n'a pas empêché ses deux partis de droite de suivre le consensus social-démocrate et d'élaborer des politiques de protection sociale sur le modèle de ses voisins jusque dans les années 1980. De même, les coalitions entre le parti social-démocrate et les partis de droite sont courantes ; l'Alliance sociale-démocrate siégeait ainsi au gouvernement avec le Parti de l'Indépendance avant la crise économique de 2008.